

## LA FETE REPUBLICAINE

de Olivier IHL. Editions Gallimard, coll. NRF, 1996, 402 p.

Comment la République est-elle célébrée depuis près de deux siècles ? L'auteur s'attache ici moins à décrire par le menu les fêtes de la République qu'à analyser le prisme des regards que les républicains et les contemporains de la République ont porté sur le sens de la fête qui n'était pas exempte d'âpres controverses. Le nouvel ordre festif ne cessa d'alimenter la polémique. La notion et le profil de la fête sont inséparables des combats politiques qui les instituent. Ils suivent les humeurs politiques du moment, au gré de la définition flottante du lien civique : rapport librement consenti à la loi, élan du cœur, etc. jusqu'à la manière de fixer avec minutie les arrangements cérémoniels.

Que d'hésitations et de tâtonnements quant au choix des fêtes nationales ! 14 juillet ? 22 septembre ? Tout changement de régime esquisse une nouvelle sémantique de la fête et du lien politique. La fête s'avère être un espace où doit se fonder une conscience nationale. C'est pourquoi les autorités ne manquaient pas, à coups d'injonctions étatiques, de régimenter la fête comme de fixer les modalités des festivités. Comment procéder pour que les membres d'une communauté tiennent ensemble ? Comment faire rencontrer la République, la nation et les fêtes : liturgie civique ? Commémoration citoyenne ?

C'est là que le sens à donner à la fête prend toute son ampleur. Toute une moralité festive se met en place. La fête doit forger l'unité nationale en forçant la conscience d'appartenir à la Nation, régir les sensations, solenniser l'entrée dans le "corps" de la République, procéder à une conversion de l'altérité en identité. Mais la théorie républicaine de la fête n'est pas aussi claire qu'on pourrait le croire. Plusieurs modèles festifs sont en jeu selon qu'on oppose citoyenneté et fraternité, vertus religieuses et vertus politiques.

Il y a le modèle des républicains "traditionnalistes" qui partagent l'attrait manifeste pour l'Ordre moral : l'expression de la liesse des fêtes publiques doit être contrôlée, domestiquée, afin de propager la soumission aux intérêts de la Patrie et au dévouement absolu envers la nation. D'où la conciliation avec les structures confessionnelles et la solennité religieuse qui sont à même d'empêcher la fête de dégénérer en licence.

Le second modèle est revendiqué par le cercle des républicains "libéraux" : laïcité festive interdisant à l'Etat tout prosélytisme religieux. Le cadre de référence étant le paradigme individualiste. La figure de la Patrie doit se

suffire à elle-même. Ce n'est pas le bonheur commun qui est visé mais le bonheur public. La fête est commémoration citoyenne.

Le troisième modèle regroupe les "républicains communautaires" qui prônent le culte patriotique : fête laïque non plus individuelle mais organique. Pour eux, tout système politique nécessite un système de cultes et de symboles. Il faut rendre l'homme à la foule, réconcilier le peuple avec le spectacle de sa propre intimité. Pour ce faire, il faut ériger un véritable culte national.

Enfin, le dernier modèle festif concerne les partisans d'une religion civique, regroupant les déistes positivistes et théophilanthropes. La fête est placée sous le signe du Peuple, de la Raison et de la Révélation. C'est une sorte de prêtrise républicaine qui est mise en avant : inscrire la foi laïque dans le cadre d'une association de "libres croyants".

Cependant, les fêtes en province sont loin d'être à l'image de celles décrétées et mises en oeuvre à Paris. L'appropriation locale de la fête emprunte des modèles variés. Dans les villages, l'attente commémorative est on ne peut plus attendue, témoin les multiples manifestations isolées dans les bourgs les plus reculés. Ces célébrations étaient souvent jugées par les autorités locales comme actes séditieux pour ne pas respecter les cérémonies ou les dates décidées par le régime en place. De vrai, fête et révolte sont entremêlées dans l'enthousiasme et l'exhubérance partagées. Les arrêtés municipaux interdisant certaines fêtes furent nombreux. A cela, il faut ajouter les méfiances accumulées par les célébrations en l'honneur de la République dans l'affrontement de deux légitimités : celle incarnée par l'Eglise, et celle défendue par les républicains.

C'était loin d'être simple de désacraliser les repères traditionnels et du même coup instituer de nouveaux lieux d'annonce et de rassemblement. En effet, "la fête républicaine est affrontée depuis la Révolution à une aporie : il lui est impossible de remplacer *ce à quoi* elle s'oppose tout en demeurant fidèle à *ce par quoi* elle s'oppose (73). D'où la guerre des signes. Emblèmes de la République contre emblèmes de l'empire. Marianne contre Madone. Bonnet phrygien contre toque ecclésiastique, la Marseillaise contre le Te Deum, le fifre contre la cloche. L'usage festif des signes comme la manière de pavoiser sa demeure pouvaient passer pour une preuve ou non de ralliement à la République.

Il reste que les célébrations de la fête s'estompent une fois le régime en place affer-

mi. Car la fête républicaine ne prenait de l'ampleur que par le fait de ses adversaires. Ainsi, la fin du XIXème siècle vit le désenchantement du principe du rassemblement festif. Les vertus de la fête s'étiolent et l'enthousiasme décroît.

Dans l'effervescence du Front populaire, la figure de l'ouvrier remplaça celle du citoyen. Puis, en 1939, les temps n'étaient plus à la fête mais à la guerre. Avec Vichy, la fête s'objective à nouveau dans un corps. Le "Père de la Nation" transforme le 1er mai en "fête de Saint-Philippe". Le 14 juillet se voit privé de toute évocation de la République. L'épiscopat ne s'en prive pas pour puiser dans les célébrations vichyssoises un temps de revanche. L'idée de la laïcité disparaît. Depuis 1945, les fêtes de la République n'ont plus vocation première de fixer un sentiment de devoir civique. A preuve la célébration sans âme du Bicentenaire de la Révolution qui fut moins une fête commémorative qu'une commémoration de la fête. Célébrer, ce n'est plus instruire ni instituer. Est-ce un paradoxe si le vote dans l'intimité de l'isoloir et le sondage d'opinion ont détrôné la fête comme technique de représentation ?

■  
**Achour OUMARA**

## UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE ? Le multiculturalisme en débat sous dir. de Michel Wieviorka. Ed. La Découverte 1996.

Si le débat allait bon train depuis un moment déjà sur les questions du multiculturalisme en France, (entendons immigration, intégration, racisme...), voici un ouvrage collectif qui marque une pause — et quelle pause ! Un ouvrage qui reprend tous les éléments du débat pour les repositionner et dégager une nouvelle perspective. Celle de quitter le manichéisme qui définit deux positions bloquées : un universalisme abstrait voire prétentieux face à un multiculturalisme apocalyptique. Sortir de ce manichéisme c'est savoir lire et (se) projeter en fonction non pas des dogmes mais des métamorphoses profondes qui ont affecté la société. Ces métamorphoses sont d'ordre structurels : "la rupture entre l'univers désocialisé des marchés et le monde des cultures" drainant un affaiblissement de la médiation politique et la "montée en puissance des affirmations culturelles, partout dans le monde, quels que soient la formule politique et l'état de l'économie". Du coup, "les formulations classiques de la question sociale, nées avec l'essor de l'industrie, sont désormais épuisées". Nous sommes bel et bien dans une ère post-industrielle dans

laquelle le mouvement ouvrier n'est plus "la figure centrale de la conflictualité sociale". C'est une autre hypothèse qu'il faut donc adopter. Cette hypothèse exige de placer la culture au cœur de l'analyse sociologique du changement et du fonctionnement social. Michel Wieviorka la formule ainsi : "la constellation de demandes d'affirmations culturelles qui commencent à se manifester occuperont de plus en plus nettement, et pour de nombreuses années, le devant de la scène, structurant la vie collective autour de thèmes, déjà de plus en plus centraux, de l'identité, de la subjectivité, de la reconnaissance, de la mémoire ou de l'altérité". Ce n'est point là un simple constat empirique mais l'appel à reformer les catégories du penser du multiculturalisme, en démythifiant les slogans et les instances sur lesquels reposait ce penser jusque là (et dont la fonction est peut-être plus proche aujourd'hui du "nostalgique" et de "l'incantatoire" que d'une réelle efficacité). Faut-il en conclure à une quelconque renonciation du "modèle républicain" ? Rien de tel. Le maître-mot qui circule ici dans plusieurs contributions est "combinaison". Combinaison

des problèmes qui sont en jeu : culturels, sociaux, économiques, politiques ; combinaison de principes universalistes et de reconnaissance de la diversité... Bref, c'est une invite à la recherche d'une nouvelle "cohérence ou de la complémentarité des perspectives". Ce choix n'est ni "simple, ni facile à stabiliser" mais il vaut bien mieux pour la société comme pour les acteurs que celui où ces derniers seraient "sans grandes ressources identitaires et incapables de conflictualiser leurs demandes".

Pour soutenir cette hypothèse, un véritable travail de "laboratoire" a été déployé par les dix membres du CADIS (Centre d'analyse et d'intervention sociologiques). Tout y passe : le pluralisme culturel et la démocratie, les impasses de l'universalisme abstrait, la guerre des cultures, les figures de l'étranger, les conditions de la communication interculturelle... Plus qu'un outil de réflexion, c'est un appel à l'exigence de la pensée contre les facilités des préjugés... et des dogmes.

■  
*Abdellatif CHAOUITE*

## L'IDENTITÉ DES JEUNES EN SOCIÉTÉ INÉGALITAIRE.

**Le cas des Maghrébins en France. Perspectives cognitives et expérimentales.**  
de Geneviève Vinsonneau. Edition L'Harmattan 1996. 224 p.

Quelle identité se donnent les jeunes issus de l'immigration maghrébine dans la société française actuelle ? L'appartenance à un groupe minoritaire, de surcroît doté de conditions relativement désavantagées au plan économique et culturel, va-t-elle de pair avec l'édification d'une identité défavorable ? L'auteur traite ici des procédés identitaires, mécanismes de construction sociale de l'identité, chez ces jeunes. Après un survol des travaux traitant de la question, elle expose ses propres recherches, études croisées menées auprès des jeunes des deux sexes, d'âges divers, provenant de milieux économiques relativement homogènes mais d'origines variées. La première étude (les jeunes étaient invités à attribuer à une série de portraits des valeurs négatives, telles que la paresse, le vol, l'hypocrisie, l'incompétence, etc.) confirme la tendance que les membres d'un groupe minoritaire ont à déconsidérer leur groupe d'appartenance, comparativement aux Français, même s'il faut souligner une variabilité des attitudes selon la classe d'âge et selon le contexte de l'enquête. Pour corriger cet artefact du contexte de l'enquête, l'auteur invite d'autres jeunes de même catégorie sociale à com-

menter les résultats de la première étude. Il en ressort que l'âge et la capacité d'analyser les conditions de l'enquête conditionnent pour beaucoup les conduites. Les plus jeunes s'alignent globalement sur la première étude, tandis que les réactions des adultes sont aussi bien structurées que critiques. Il fallait, pour la troisième étude, saisir le positionnement de ces jeunes (cette fois-ci des entretiens auprès d'une population d'étudiants et de non-étudiants) face aux Français de souche. Le fait d'être étudiant diminue le taux de dévalorisation du groupe d'appartenance et de surévaluation du groupe dominant. La quatrième étude appelée "analyse du discours" a consisté à répertorier une série d'adjectifs valorisants et dévalorisants pour découvrir les mécanismes d'auto-valorisation et d'hétéro-valorisation (esprit logique, perspicacité, autorité, inexpérience, etc.). De toute évidence, les Maghrébins prêtent facilement les qualités socio-émotionnelles au groupe d'appartenance, tandis que les traits ayant un rapport avec la rationalité (esprit logique, efficacité, etc.) sont volontiers attribués à l'hors-groupe (Français). Il reste (c'est l'objet de la cinquième étude) à observer les réelles prises

de rôle de chacun en situation interactive dans un contexte de travail d'équipe à l'Université. En situation homogène (Maghrébins entre eux), les deux groupes se distinguent dans la recherche de la solution plus attestée chez le groupe de Français tandis que les Maghrébins visent à la fois à faciliter les relations sociales et à désapprouver les propositions d'autrui. Tandis qu'en situation homogène (Français et Maghrébins travaillant ensemble) les différences de comportement s'estompent si ce n'est que les Maghrébins accroissent leurs conduites d'affirmations et de recherche de solution à la tâche, et simultanément diminuent leurs conduites altruistes observées en situation de groupe homogène. Alors que la situation hétérogène incite plutôt les Français à être plus altruistes et moins assertifs. L'auteur conclut que "si on met en rapport les pratiques des Maghrébins et les discours qu'ils ont tenu sur leur identité (...), les stratégies d'assimilation et de compétition l'emportent sur les dissociations. Il peut donc être pertinent d'analyser leur situation en termes d'inégalités sociales".

■  
*Achour OUMARA*